



La mondialisation et les inégalités dans le monde

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérez les principales techniques de la problématisation en Histoire et Géographie Economiques. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Un sujet très classique que le nouveau programme de prépa HEC rend tout à fait plausible.

Plan

- I. Selon la théorie libérale, que l'exemple des pays de la façade asiatique du Pacifique semble vérifier, la mondialisation peut réduire les inégalités de développement en les utilisant.....2
- II. Cependant, la mondialisation est tenue aussi pour responsable d'une aggravation des inégalités sociales et spatiales, entre pays et dans les pays.....4
- III. Pour dépasser la contradiction entre les effets ambivalents de la mondialisation, la mise en œuvre d'une régulation multilatérale paraît difficile à l'échelle mondiale.....7

On commencera par définir la mondialisation, avec ses 5 composantes (l'émergence d'un marché mondial des biens et des services, la mondialisation des firmes, la globalisation financière, la révolution de l'information et l'intensification des migrations internationales de travailleurs), en s'inspirant des réflexions préliminaires (cf. supra). On justifiera ainsi les limites chronologiques du sujet, en excluant explicitement le début du XX^e siècle, qui est parfois interprété comme une « première mondialisation ». Puis on entrera dans le vif du sujet.

« Heureuse » selon Alain Minc (1997), la mondialisation suscite aussi des mouvements de contestation devenus spectaculaires depuis la conférence de l'OMC à Seattle en décembre 1999. Pourtant, la mondialisation n'est pas purement négative. **Il y a en fait des gagnants et des perdants de la mondialisation, à différentes échelles** : globalement, selon les pays et groupes de pays (les PDEM, les PED, les NPI, les anciens pays communistes) et à l'intérieur des pays, selon les régions, selon surtout les catégories sociales. La question essentielle que pose le sujet est donc : la mondialisation réduit-elle ou aggrave-t-elle les inégalités, c'est à dire les écarts de revenu, de qualification professionnelle, et pour finir, de bien-être. La publication de plusieurs études sur le thème des rapports entre la



mondialisation et les inégalités montre que la question préoccupe aussi les économistes, et les divise.

Puis on annonce le plan.

I. Selon la théorie libérale, que l'exemple des pays de la façade asiatique du Pacifique semble vérifier, la mondialisation peut réduire les inégalités de développement en les utilisant.

I.1. La théorie des avantages comparatifs valorise les inégalités de dotation factorielle.

De Ricardo au théorème HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson), la théorie libérale permet de comprendre comment les inégalités initiales entre les pays développés et les pays sous-développés peuvent fonder une complémentarité fructueuse pour les deux. Dans les pays développés du Nord, le capital financier et intellectuel (technologie, savoir faire) est le facteur abondant, tandis que dans les pays sous-développés du Sud, c'est d'abord le capital naturel (matières premières) puis le travail. La croissance démographique des PED fournit une main d'œuvre abondante, donc peu exigeante et à faible coût. Cette complémentarité a pris au XIX^e siècle, à l'époque des grands empires coloniaux, la forme de la 1^{ère} Division internationale du travail (DIT), avec un échange de produits bruts contre des produits manufacturés. Pour complémentaire qu'il soit, l'échange n'en reste pas moins fort inégal. C'est la raison pour laquelle, les PED cherchent à s'industrialiser. Commence alors une 2^{ème} DIT, avec des échanges de produits manufacturés incorporant une inégale valeur ajoutée. Les économies nationales des pays du Nord et du Sud se spécialisent en fonction de leurs atouts, et l'échange de leurs produits constituerait, selon les économiste libéraux, un jeu à somme positive. Qu'en est-il exactement ?

I.2. Les pays développés à économie de marché apportent le capital aux pays du Sud.

Les pays riches du Nord disposent d'une épargne importante, fournie par les ménages à revenu élevé et par les profits des entreprises. Or le Sud est toujours en manque de moyens financiers et a besoin d'un apport extérieur pour financer l'investissement. La globalisation financière crée un marché mondial des capitaux qui confronte librement les besoins et les capacités de financement. En théorie, tous ont un égal accès au capital, en particulier les PED. On a aussi en théorie une uniformisation du coût de l'argent par une égalisation des taux d'intérêt, sous réserve de la libre circulation internationale des capitaux. Les PDEM ont reçu 1 029 Mds \$ de flux nets de capitaux privés étrangers en 2007. Ces flux prennent 3 formes :

- **Le crédit bancaire classique.** Les banques commerciales des PDEM prêtent aux Etats et aux entreprises des PED. Le phénomène prend une grande ampleur dans les années 1970, à l'époque du recyclage des pétrodollars, et de nouveau depuis 1997, surtout pour les

entreprises privées des PED et des PECO. Les banques étrangères, surtout des PDEM, possèdent 2 000 succursales dans 127 PED, et ont triplé leurs créances entre juin 2006 et juin 2007 (3 100 Mds \$).

- **La titrisation de la dette**, par émission d'obligations publiques et privées sur les marchés financiers. Le mouvement se développe après la grave crise de la dette qui ébranle plusieurs PED au début des années 1980 (Mexique, Brésil, Indonésie). Le mécanisme est réputé plus liquide, donc plus sûr aussi pour les créanciers. On assiste à l'essor des marchés boursiers des « pays émergents » dans les années 1985-95.

- Mais la forme qui contribue le plus au développement, c'est à dire à une croissance économique forte qui se matérialise vraiment en production industrielle et en augmentation du PIB par habitant, sont **les investissements directs (IDE)**. Les flux annuels sont passés de 8 Mds \$ en 1980 à 379 en 2006 (29 % du monde).

I.3. La rencontre des IDE du Nord et des travailleurs du Sud fait décoller les pays de la façade asiatique du Pacifique.

Les STN recherchent une main d'œuvre à faible coût salarial et social, tout en étant productive. Elles recherchent aussi de nouveaux débouchés pour leurs productions, de nouvelles sources de profit. Par leurs investissements directs, elles apportent au pays d'accueil du capital financier (dans le cas de l'investissement *ex nihilo*), de la technologie et du savoir faire (y compris dans les techniques de gestion), des emplois et des revenus.

La stratégie des STN des PDEM rencontre la stratégie d'industrialisation par promotion des exportations menée par les pays de la façade asiatique du Pacifique, dès la seconde moitié des années 1960 pour les Dragons, puis à partir des années 1980 pour les Tigres et pour la Chine littorale ouverte par Deng Xiaoping (Zones franches, ZES). Les usines exportent une partie variable de leur production vers les marchés des pays investisseurs, ouverts par les progrès du libre-échange.

Facteur évident d'industrialisation, le processus dope la croissance économique des pays d'accueil. Comme elle dépasse la croissance démographique, le PIB par habitant augmente : c'est le « miracle asiatique » des années 1980-96.

Les Dragons font mieux, en enclenchant le cercle vertueux du développement. Le coût salarial augmente en même temps que le niveau de vie, mais sous les effets de la concurrence internationale (autre aspect de la mondialisation), notamment des pays à coût salarial plus faible, les Dragons réussissent à remonter les filières. Par une élévation de la valeur ajoutée des produits manufacturés, par une intensité technologique croissante, ils parviennent à passer du « fordisme périphérique » (Alain Lipietz) au fordisme tout court, où le marché intérieur devient le moteur essentiel de la croissance (Corée du Sud, Taïwan). La croissance économique devient endogène, et les entreprises investissent à leur tour à l'étranger, chez leurs voisins asiatiques comme dans les pays industriels occidentaux. Exemples des chaebols coréens, des groupes industriels taïwanais et singapouriens.

La mondialisation a aujourd'hui un nouveau visage, celui des STN chinoises, indiennes, mexicaines, brésiliennes et sud-africaines, qui investissent de plus en plus dans les PED (de 2 Mds \$ en 1985 à 60 en 2005 dont 48 intra-asiatiques) et rachètent des entreprises, parfois très grosses, des pays développés.

Résultat : le Revenu national brut en ppa classe, en 2006, la Corée du Sud au 12^{ème} rang mondial (elle entre à l'OCDE en 1996) et de Taïwan au 17^{ème}. Le RNB par habitant, en ppa, Singapour (48 520 \$) Hong-Kong (44 050) et Corée du Sud (24 750) en 2007 est à comparer à celui de la Grèce (32 520) et du Portugal (20 640).

La comparaison entre la Russie et les PECO est également démonstrative. La première reste relativement en marge de la mondialisation, surtout par rapport aux IDE, et reste un pays exportateurs de produits bruts, tandis que les seconds, massivement investis par les STN d'Europe occidentale et des Etats-Unis sont rapidement passés (sauf la Roumanie et la Bulgarie) du « trafic de perfectionnement passif » à la production et aux exportations de moyenne et haute technologie.

Des économistes ont cherché à mesurer plus précisément ces observations.

Pour ce qui concerne la corrélation entre le degré d'ouverture commerciale et le taux de croissance économique, le rapport 1998 de l'OMC (chapitre IV : mondialisation et commerce international) passe en revue la vingtaine d'études publiées sur le sujet depuis 1977, et conclut : « En résumé, un large éventail d'études très différentes les unes des autres arrivent toutes à la même conclusion fondamentale, à savoir qu'un régime de commerce extérieur ouvert stimule la croissance. En outre, la littérature empirique infirme la point de vue pessimiste selon lequel la libéralisation du commerce compromet les perspectives de croissance des pays en développement. Au contraire, les PED ouverts ont des résultats nettement meilleurs que les PED fermés ». L'étude publiée en 2003 par W. Romain et K. Welch, *Trade Liberation and Growth : New Evidence* (in National bureau of Economic Research) aboutit à la même conclusion.

Pour ce qui concerne le rapport entre IDE et croissance économique, la Banque mondiale estime qu'une croissance annuelle de 1 % des IDE dans les PED augmente le taux de croissance annuel du PIB de 0,4 point.

Enfin, sur la question des inégalités proprement dite, on retiendra deux études fondées sur deux modes différents de calcul. Xavier Sala-i-Martin calcule un indicateur des inégalités internationales qui pondère les PIB par habitant en PPA de 150 pays par le poids de chacun dans la population mondiale. Il en déduit d'une part que les écarts se sont fortement réduits entre 1970 et 1998, d'autre part que la proportion de personnes vivant avec moins de 1 \$ par jour est passée de 17 % de la population mondiale à 7 % (de 41 à 19 % avec 2 \$). D'autre part, la Banque mondiale mesure les revenus moyens par habitant en PPA de 1990. L'écart entre les PED et les pays développés s'est d'abord légèrement accru entre 1960 (écart de 1 à 7,1) et 1980 (7,8) pour sensiblement diminuer depuis (6,1 en 2001). L'évolution est particulièrement spectaculaire pour l'écart entre les PDEM et la Chine : respectivement 12,7, 17,0 et 4,7. Il y aurait donc bien un rattrapage asiatique. Mais ces études sont contestées.

II. Cependant, la mondialisation est tenue aussi pour responsable d'une aggravation des inégalités sociales et spatiales, entre pays et dans les pays.